

# La biodiversité d'un village oublié attire Firmenich

**Un accord noué cet été avec la multinationale suisse, qui teste deux plantes locales dans ses laboratoires, suscite l'espoir de jours meilleurs.**

Jean-Charles Biyo'o Ella (avec Pierre-Alexandre Sallier) Publié: 01.10.2021, 11h30

«Nous sommes abandonnés, l'école primaire la plus proche se trouve à six kilomètres, pour la rejoindre les enfants pataugent dans la boue.» - J.-C. Biyo'o Ella

La vie moderne reste un rêve lointain à Pimbo. Enclavée dans une région montagneuse à dix heures de piste de Yaoundé, la localité n'offre ni électricité, ni réseau téléphonique, ni dispensaire. Le dénuement de ces territoires forestiers de la région Littoral rend d'autant plus importants les espoirs soulevés au sein de la population par l'accord signé cet été avec la multinationale Firmenich.



«Nous sommes coupés du monde», résume Pegwo Ndjehemle Narcis, le jeune chef d'un village uniquement accessible par moto-taxi en cette saison des pluies, alors que les cours d'eau engoutissent les pistes. «Nous sommes abandonnés, l'école primaire la plus proche se trouve à six kilomètres, pour la rejoindre les enfants pataugent dans la boue», déplore Marie Ngo Nwaha, une habitante. Rejoindre la ville la plus proche, Ngambé, coûte 25 euros à moto-taxi, une somme considérable pour des populations vivant avec moins d'un euro par jour.

## Forêt aux plantes mystérieuses

Arrivé par l'intermédiaire d'une Camerounaise de la diaspora, le géant mondial de la fabrication industrielle de parfums et d'arômes s'intéresse à deux types de plantes qui poussent en abondance dans la forêt avoisinante. Contactée à Genève, la direction de Firmenich garde jalousement le secret sur l'identité exacte des deux espèces botaniques, démentant qu'il s'agisse des fruits du mbongo'o et de l'écorce du hiomi, les espèces traditionnelles pourtant évoquées sur place et montrées au cœur de la forêt par deux villageois.

«Collectées uniquement au Cameroun, ces plantes seront exploitées en petites quantités pour un projet de recherche bien précis de nos laboratoires de recherche sur les arômes», explique un porte-parole.

«Il ne s'agit pas d'un contrat d'exploitation commerciale de ces plantes – ce projet de recherche s'étend sur dix ans et nous venons d'obtenir les autorisations nécessaires, nous ne pouvons donc préjuger à ce stade de ses résultats», ajoute Stéphanie Paquin-Jaloux, responsable des questions de biodiversité chez Firmenich.

## Protocole de Nagoya

Pour la population locale, la véritable expérience tient moins à la formulation exacte des arômes tirés de ces plantes tropicales oubliées qu'à la mise en œuvre de l'accord de partage signé, pour quatre ans, par les responsables locaux. C'est une première au Cameroun, dans un contexte de rapports

déséquilibrés entre multinationales et communautés villageoises. Signé le 21 juillet, ce contrat est le premier à refléter l'entrée en vigueur, au début de l'été, d'une nouvelle loi destinée à mettre en œuvre, sur le terrain, le [protocole dit de Nagoya](#).

L'accord discuté avec Firmenich par le chef du village de Pimbo, Pegwo Ndjehemle Narcis, vise notamment à financer l'agrandissement des parcelles familiales. Objectif: permettre aux femmes les cultivant d'obtenir un revenu complémentaire, en revendant une partie des récoltes. - J.-C. Biyo'o Ella

Conclu il y a plus de dix ans, cet accord international encadre l'utilisation de «plantes, animaux, bactéries ou d'autres organismes, dans un but commercial ou de recherche». Ratifié par la Suisse en 2014, ce protocole vise à garantir «le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques» d'une région mais également «des connaissances traditionnelles des communautés autochtones». Tout en «contribuant ainsi à la conservation de la diversité biologique». Firmenich a déjà mis en place d'autres accords sur la biodiversité dans le cadre du protocole de Nagoya, par exemple avec le parc national du Mercantour, dans les Alpes françaises.



### **Trop d'espoirs déçus**

Au Ministère camerounais de l'environnement, on se félicite de cette première application d'un texte qui doit permettre aux populations locales de bénéficier des retombées des richesses tirées de leur connaissance ancestrale du biotope local. Ces nouvelles règles ont ainsi conduit les représentants du groupe suisse, qui ne dispose pas d'une filiale dans le pays, à négocier durant deux jours, avec les représentants de cette communauté d'un millier d'habitants, la mise en œuvre d'un accord signé pour quatre ans et renouvelable.

Firmenich dit s'être «engagé à avoir un impact positif auprès de la population de Pimbo, en soutenant une formation en gestion de projets et l'autonomisation des femmes dans la communauté agricole». Les programmes de développement prévus pour la période allant de 2021 à 2024 visent à contribuer directement à l'amélioration des moyens de subsistance des villageois. Cela signifie notamment accorder des moyens financiers aux femmes exploitant la parcelle familiale, afin qu'elles puissent l'agrandir et cultiver davantage que pour leur seule subsistance – en tirant un complément de revenu de la vente de leurs produits sur le marché local.



Aux habitants de Pimbo qui placent d'immenses espoirs dans l'arrivée d'un grand groupe sur leur territoire, un chercheur camerounais conseille la prudence. D'une part, l'expérience en est encore à sa phase expérimentale. D'autre part, le spécialiste rappelle que, jusqu'à présent, l'expérience du Cameroun a montré qu'aucune société étrangère exploitant des ressources naturelles n'a véritablement réussi à développer la localité dans laquelle elle s'est installée.

*Source : Articles Tribune de Genève et Le temps publiés le 1<sup>er</sup> octobre 2021*